

Dialogue franco-suisse tendu au pied de la centrale du Bugey

Pour la première fois, un élu genevois a pu participer à une réunion d'information sur la sécurité de la centrale nucléaire du Bugey, à deux pas du site

Le Temps · 9 avr. 2016 · CHRISTIAN LECOMTE, SAINT-VULBAS

Le conseiller administratif genevois Rémy Pagani s'est dit dubitatif et très inquiet au terme de la réunion qui s'est tenue vendredi à Saint-Vulbas, dans l'Ain, village où est située la centrale nucléaire du Bugey. C'était la première fois que les autorités suisses étaient invitées à participer à la Commission locale d'information (CLI) qui réunit chaque année élus français, direction de la centrale, scientifiques, associations, opposants au nucléaire et représentants de la population. L'invitation faite aux élus genevois est consécutive à la plainte contre X déposée par le canton de Genève contre la centrale du Bugey pour «mise en danger de la vie d'autrui et pollution des eaux».

Située à 70 kilomètres à vol d'oiseau de la frontière suisse, la centrale du Bugey, la plus ancienne de France après celle de Fessenheim, a été qualifiée de «machine infernale» par Rémy Pagani. Les incidents se multiplient depuis quelques années et du tritium, substance toxique, se déverse régulièrement dans le Rhône. Les accusations ont fortement déplu à Damien Abad, président du Conseil départemental de l'Ain, qui a fait le déplacement hier à Saint-Vulbas et a rappelé «que la France était un pays souverain qui possédait une indépendance énergétique». Il a poursuivi ainsi: «Je regrette la tournure prise et certaines oeillères idéologiques Au regard des très bonnes relations que nous entretenons avec le canton de Genève, nous aurions préféré discuter au lieu de prendre connaissance par voie de presse de cette plainte. M. François Longchamp m'a dit par ailleurs qu'il s'en excusait.»

De son côté, Rémy Pagani a rappelé que Genève avait décidé de se passer du nucléaire et se tournait vers les énergies renouvelables. «Nous avons porté plainte contre Mühleberg et obtenu l'arrêt de son activité en 2019. Nous avons bon espoir d'obtenir aussi la fermeture du Bugey», a déclaré le conseiller administratif. Remous dans la salle.

Rémy Pagani a salué néanmoins la volonté de transparence affichée par les autorités françaises. Une volonté de clarté qui a permis de mesurer combien la centrale du Bugey cumulait les problèmes. Alain Litaudon, le directeur de la centrale, a ainsi fait part d'incidents déclarés à l'Autorité de sûreté nucléaire en début d'année. Des tuyaux sur Bugey 2 ont été jugés non conformes «en tenue aux séismes». «Ils participent au refroidissement des réacteurs et sont non étanches à cause d'un problème de corrosion. Il n'y a pas d'impact pour l'environnement et la sécurité de la population mais nous avons dû arrêter le réacteur. Nous ne sommes pas satisfaits de notre performance», a précisé Alain Litaudon.

Rémy Pagani retient avant tout la situation du réacteur 5 à l'arrêt depuis août 2015. La barrière dite ultime entre les matières radioactives et l'environnement a été qualifiée «de déficiente». «Depuis 1992, l'étanchéité se réduit», a indiqué un technicien. «En résumé, il semble que tout se dégrade», conclut l'élu genevois.